

**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA VENDEE  
ARRONDISSEMENT DES SABLES D'OLONNE**

L'an deux mille dix-huit, le 6 juin à 18 heures, le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de TALMONT-SAINT-HILAIRE s'est réuni à la mairie, sur la convocation de Monsieur Maxence de RUGY, Président et sous la présidence de Madame la Vice-Présidente.

Convocation du 30 mai 2018

Nombre de membres : 13

Présents : 9 ; Suffrages exprimés : 9

Quorum : 7

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TALMONT-SAINT-HILAIRE  
Conseil d'Administration  
Séance du 6 juin 2018**

Etaient présents : Jean CHARRIER, Eric DANGLLOT, Michèle Da SYLVA, Marie-Françoise GABORIT, Catherine GARANDEAU, Bernadette GAUTREAU, Daniel GRIT, Huguette DARIET, Claudine ORDONNEAU.

Etaient absents excusés : Nathalie DALAIS-CHUSSEAU Sonia FAVREAU, Jean-Pierre AYME, Maxence DE RUGY.

Maxence de RUGY donne POUVOIR à Catherine GARANDEAU, Jean-Pierre AYME donne pouvoir à Daniel GRIT.

## **7) EHPAD / PERSONNEL – Composition du Comité Technique**

L'article 32 de la loi du 26 janvier 1984 dispose que les comités techniques comprennent des représentants de la collectivité ou de l'établissement et des représentants du personnel. De plus, l'avis du comité technique est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.

Aux termes de l'article premier du décret du 30 mai 1985, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le comité technique détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique ou, à défaut, des syndicats ou sections syndicales présents dans la collectivité. Cette délibération doit être adoptée au moins 6 mois avant la date du scrutin.

Le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé selon l'effectif des agents relevant du comité technique :

- a) Lorsque l'effectif est au moins égal à 50 et inférieur à 350 : 3 à 5 représentants ;
- b) Lorsque l'effectif est au moins égal à 350 et inférieur à 1 000 : 4 à 6 représentants ;

Ce nombre ne peut être modifié qu'à l'occasion d'élections au comité technique.

La délibération fixant la composition du Comité Technique doit être immédiatement communiquée aux organisations syndicales qui ont été préalablement consultées.

Par conséquent, il convient de délibérer sur trois points : le nombre de représentants titulaires du personnel, le nombre de représentants titulaires de la collectivité ou de l'établissement, le recueil ou non du vote des représentants de la collectivité ou de l'établissement.

**Le Conseil d'Administration,**

*Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32 et 33,*

*Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4, 8 et 26,*

*Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue les 16 et 31 mai 2018 soit plus de 6 mois avant la date du scrutin,*

*Considérant que l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 54 agents.*

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil d'administration décide :

- 1°) de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à trois (et en nombre égal le nombre du représentants suppléants) ;
- 2°) de fixer le nombre de représentants de la collectivité à trois, maintenant ainsi le paritarisme numérique ;
- 3°) de décider le recueil, par le Comité Technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

**Pour extrait conforme au registre,**

**A Talmont-Saint-Hilaire, le 7 juin 2018**

**La Vice-Présidente, Catherine GARANDEAU**

Certifiée exécutoire à compter du 19/06/2018  
après transmission en Sous-Préfecture

